

**Le populisme  
et  
le souverainisme :  
des leurrex patriotiques**

**Reproduction de l'exposé fait par André GANDILLON,  
pour l'Œuvre française, le 2 mars 2009, à Paris.**

La 24<sup>e</sup> université du Club de l'Horloge a été consacrée, en décembre 2008 au populisme. Le populisme est en effet un mouvement qui connaît un certain développement en Europe et il est important d'en analyser la nature. Tel sera l'objet de la présente étude.

Les mouvements qualifiés de populistes ont pour caractère commun de s'inscrire dans le cadre du système qu'ils sont sensés critiquer et rejeter.

Certes, ils se révoltent contre le mondialisme niveleur et négateur des peuples et des nations. Certes, ils relatent le sentiment de nombreuses couches de la population qui ressentent un malaise à voir leur cadre de vie bousculé, qui sont indignés du mépris de la part d'un pouvoir qui affiche sa sollicitude envers les étrangers légaux ou illégaux, qui sont victimes d'une société où l'ordre public n'est plus assuré efficacement, la dégradation de leur niveau de vie.

Ils bénéficient de ce point de vue d'un courant naturel de sympathie de ceux qui refusent le déclin de leur pays. Les solutions proposées, comme le recours à la démocratie directe, à la restauration de l'autorité, à la prise de mesures destinées à protéger l'identité et à affirmer la souveraineté des États ne peuvent, là encore, qu'être bien reçues par nombre de contempteurs des dérives actuelles.

Pour autant, ces mouvements populistes développent-ils une action politique adaptée à la situation ? Plus profondément, leur programme répond-il de manière appropriée aux défis de l'heure ? Telles sont les questions auxquelles nous devons répondre.

### **La signification du « populisme »**

Tout d'abord, quelle est la signification du terme de « populisme » ? Dans populisme, il y a peuple. Or ce mot revêt au moins deux acceptions. Considéré en tant que communauté humaine, le peuple se rapporte à cette communauté de destin dans l'universel, dotée d'une identité spécifique et unique qui la distingue des autres

communautés qui l'entourent ; mais il fait aussi référence au peuple, en tant qu'entité sociologique, à savoir la masse, la plèbe par opposition à l'élite.

Il est clair que, si les populistes se réfèrent à la première acception, les tenants du régime se réfèrent à la seconde. Autant la première définition donne une assise d'essence nationaliste, autant la seconde est péjorative : elle témoigne d'une volonté de mépriser et de disqualifier des mouvements qui s'appuient sur le corps de la population, ce corps étant dépeint comme replié sur lui-même et constitué des éléments inférieurs de la société, de ces petites gens présentées comme incultes et manipulées par quelque démagogue aventurier. La manière dont ont été traités les électeurs et les militants du Front national lors des élections où ce parti a obtenu de substantiels succès comme en 2002 suffit à illustrer cette analyse.

Suspecte, cette connotation l'est d'autant plus dans la mesure où l'appellation de populisme n'est pas le fait des tenants de ce courant mais celui de ceux qui fabriquent le discours officiel ou officieux, à savoir les analystes et autres journalistes politiques inféodés au système ou en étant les porte-parole. Mais, pour fâcheux que ce soit, cela ne suffit pas à discréditer les mouvements populistes.

Par ailleurs, ces mouvements revêtent bien des particularités selon les États et les régions du globe où ils sont apparus et se sont développés. Au-delà de la revendication de s'appuyer sur les classes moyennes ou inférieures de la population, quels rapports y a-t-il entre le « populisme » d'un Hugo Chavez ou d'un Evo Morales et le « populisme » d'un Berlusconi et de ses alliés ou du Front national en France, voire le « populisme » de Vladimir Poutine en Russie ?

Notre propos doit donc être resserré sur ce qui nous concerne directement à savoir les mouvements « populistes » nés dans les États de l'Union européenne, l'U.E..

## **Une incohérence fondamentale**

La première caractéristique des mouvements populistes réside dans le fait qu'ils se veulent être des mouvements électoralistes et démocrates. Ils ne visent à rien d'autre que d'être reconnu et surtout acceptés institutionnellement, autrement dit, acceptés et reconnus comme des organisations politiques respectables, au même titre que les organisations régimistes existantes. En définitive, leur aspiration est d'accéder au pouvoir pour appliquer leur politique par le truchement respectueux de la démocratie électorale et de participer ainsi à l'alternance démocratique qui constitue l'essence même du jeu de la démocratie dite représentative.

Ils contestent seulement les dérives du système, à savoir l'idéologie mondialiste, le droit-de-l'hommeisme, tout ou en partie selon les personnes, l'immigration massive qui menace la stabilité de nos sociétés, la logique du libre-échange absolu.

Mais c'est justement là que le bât blesse. Ils ne se rendent pas compte, ou ne veulent pas se rendre compte que le système démocratique, posé et absolutisé comme principe universel, est devenu indissociable des dérives politiques qu'ils dénoncent. Par conséquent, leur attitude ne peut être que très inconfortable. Il existe en effet une contradiction certaine entre le fait de vouloir être membre actif à part entière du système en bénéficiant de l'honorabilité afférente et développer des critiques sérieuses quant à son fonctionnement et à son évolution alors que ceux-ci lui sont inhérents.

En fait, cette attitude s'explique par une erreur fondamentale que commettent les populistes : ils se disent et se pensent comme étant sincèrement démocrates, convaincus que, malgré des défauts qu'ils n'hésitent pas à mettre souvent en valeur, la démocratie est encore le moins mauvais des systèmes politiques et qu'il est possible de l'amender. Plus encore, peut-être, pensent-ils qu'il est illusoire de songer à l'instauration de tout autre système, le monde en place

étant là pour très longtemps, en tout cas à longueur d'éternité pour une vie d'homme. Certes, ils peuvent bien envisager qu'il se produise des catastrophes, mais rien qui puisse remettre fondamentalement en cause la marche du monde et son organisation.

Ce n'est pas tout. En se préoccupant seulement d'électoralisme, les partis populistes oublient ou feignent d'ignorer que le pouvoir démocratique repose, comme l'avait bien analysé Augustin Cochin à propos de la Révolution française, sur des sociétés de pensée discrètes, agissant en arrière-plan de la scène politique mais étant les véritables détentrices du pouvoir. De ce fait, elles ne sont pas atteignables par le système électoral dans la mesure où ce sont elles qui en détiennent les clefs et qui le manipulent. La nature du système démocratique fait que le pouvoir politique institutionnel n'est pas nécessairement le centre réel du pouvoir.

Le seul moyen de s'emparer du pouvoir est d'en investir les centres effectifs que sont les sociétés de pensée. Or celles-ci sont trop bien organisées pour se laisser subvertir de manière significative. Dès lors, sauf à développer les siennes propres et à conquérir le terrain que celles-ci ont su opiniâtrement occuper au fil de dizaines d'années, avant d'espérer prendre le pouvoir démocratiquement, l'option réformiste devient caduque par impossibilité.

### **L'épreuve de l'histoire**

De ce fait, vouloir modifier la politique d'un système en devenant un rouage de celui-ci relève de l'impossibilité. Le système dispose d'un nombre suffisant de pare-feu, de filtres immunitaires pour éviter de se laisser gangrener légalement, pour se laisser investir de l'intérieur.

Certes, dans l'histoire il y a eu des accroc, le principal étant l'accession au pouvoir d'Adolf Hitler par les voies légales en 1933. Mais le système a été tellement effrayé de cet événement qu'il a mis en place un puissant appareil de défense allant jusqu'à lobotomiser les

intelligences, de telle manière qu'un tel danger de subversion est, à vue d'homme, circonscrit. Certes, des accrocs peuvent se produire mais ne concernent pas un pays d'importance majeure. Le cas du Venezuela d'Hugo Chavez, par exemple, dérange mais Chavez lui-même n'est pas en mesure de subvertir le système et de le mettre à bas dans son propre pays, pour peu qu'il le veuille. Plus encore, certains « populistes » arrivent au pouvoir mais ne conservent qu'un vernis : le cas du Brésilien Lula da Silva est éloquent.

Observons maintenant ce qui se passe dans les États européens où un parti populiste a obtenu un succès électoral tel qu'il a pu accéder au gouvernement comme en Autriche et au Danemark. Néanmoins, il convient de remarquer qu'il n'y sont parvenus qu'en situation de parti d'appoint au sein d'une coalition, ce qui revient à en émousser fortement la capacité d'agir. Quel est leur bilan ? En Autriche, la ligne directrice du pouvoir n'a pas été modifiée : l'immigration, pièce maîtresse du programme, y est toujours aussi peu maîtrisée après le passage de l'ÖVP de feu Georg Haider qu'auparavant. Au Danemark, les lois sur l'immigration ont été renforcées ; mais elles ne mettent pas pour autant le Danemark à l'écart de la pression immigrationniste qui assiège le continent européen. Il y a seulement un frein ; mais pour combien de temps, dans la mesure où en démocratie parlementaire, l'alternance politique est le lot des gouvernements.

En Italie, la Ligue du Nord, préoccupée des seuls problèmes régionalistes de la plaine padane, est présentée comme parti populiste et le gouvernement de Berlusconi n'est pas le plus à gauche des gouvernements dits « de droite ». En fait, rien de substantiel ne change : l'Italie continue à souffrir des mêmes maux économiques, n'a pas enrayé l'immigration incontrôlée ; mieux, le gouvernement laisse le patronat faciliter l'immigration et les régularisations.

En fait, ces partis populistes parviennent à participer au pouvoir

parce qu'au fond, ils partagent pour l'essentiel la même philosophie démocratique que leurs partenaires, ainsi que nous l'avons déjà signalé.

### **Du bon usage de l'électoratisme**

Pour autant, faut-il rejeter le combat électoral ? Non, mais à condition de ne pas se laisser prendre dans les rets du système, à condition de ne pas être dupe et de n'en faire qu'un outil parmi d'autres pour lutter contre le système. L'utilisation du mécanisme électoral, compte tenu de ce qui a été énoncé précédemment, ne doit pas avoir pour objectif de contribuer au fonctionnement du système ou du régime mais de servir les intérêts des organisations – ou, mieux – de l'organisation qui s'y oppose et le combat. Le parti bolchevique avant 1917 avait su le comprendre.

Les moyens de ce service sont multiples et dépendent des circonstances. C'est un outil médiatique dans la mesure où les élections permettent de faire connaître des idées, de constituer un courant de masse qui aidera à établir des ramifications dans tout le pays. Ce peut être un moyen d'investir, au hasard des événements, tel ou tel poste d'influence, notamment la conquête de mairies de petites localités, celle de certains postes-clefs ou d'observation dans telle ou telle organisation, comme les prud'hommes qui ne sont pas à proprement parler des institutions politiques ; cela peut constituer des relais toujours utiles. Il ne s'agit pas de vivre coupé du monde, mais dans celui-ci et de savoir en utiliser les outils qu'il nous offre à son corps défendant. Mais il faut toujours prendre garde à ne pas se laisser séduire par les sirènes du système toujours promptes à agir. Seuls, un état d'esprit révolutionnaire – et non pas réformiste – et une bonne formation doctrinale permettent d'éviter ces écueils.

Il ne faut pas tomber dans les travers de ceux qui, ayant obtenu quelque siège dans une assemblée, se pressent de jouer les forces de proposition inspirées de leur programme populiste pour aider à

l'amélioration du système. Car toute aide revient à combattre contre son propre camp dans la mesure où l'on peut contribuer à renforcer l'adversaire et à fourbir ainsi des armes contre soi-même. Et même, si au sein d'assemblées des propositions allaient dans le sens souhaité, il est impossible de les voter dans la mesure où, d'une part, n'étant pas établies par nos propres soins elles sont inévitablement d'une inspiration philosophique différente : en d'autres termes, il s'agit de faux amis. En outre, même dans l'hypothèse d'école où elles seraient pleinement conformes à nos vœux, elles ne pourraient être cautionnées car leur mise en application ne pourrait être que mal conduite dans la mesure où elle le serait par des gens qui ont une vision politique différente de la nôtre.

### **L'absence de doctrine**

Une autre caractéristique de ces mouvements est qu'ils n'ont pas de doctrine. Leur être réside avant tout dans une vision électoraliste des problèmes à résoudre. Ils ne disposent pas de doctrine ferme et sûre qui leur permettrait de se fixer des principes politiques non négociables, une ligne d'action qui ne se vicie pas d'accommodements liés aux faiblesses de l'électoralisme. L'absence de doctrine fait que leurs propositions subissent des variations, substantielles ou non, au fil des ans, selon les modes intellectuelles, selon les événements, selon les concessions qu'ils pensent devoir faire pour être mieux compris. Or, s'il faut se garder d'une inutile rugosité, il ne faut jamais transiger sur les principes.

D'ailleurs, lors de la 24<sup>e</sup> université du Club de l'Horloge, Didier Maupas, son vice-président, a résumé l'esprit du populisme en le présentant comme étant d'abord « un cri de douleur des peuples européens autochtones ... victimes de la mondialisation et qui lancent ... un cri d'alarme face à l'immigration de peuplement » et « une révolte » contre les élites mondialistes. Ces propos ne sont pas anodins. Ils révèlent que le populisme est une réaction épidermique de gens qui se sentent agressés. Il s'agit avant tout



d'un sentiment; plus encore d'une « douleur » et d'un « cri d'alarme ». Or, si pousser des cris d'alarme est toujours mieux que de rester muet, car cela prouve au moins que les gens s'aperçoivent que quelque chose ne va pas, cela ne constitue pas une pensée réfléchie ni une doctrine. Et les gémissements n'ont jamais rien produit de bénéfique.

Certes, on rétorquera que des penseurs analysent le mal qui provoque cette douleur et théorisent la réaction populiste : nous sommes en train de voir ce qu'il faut en penser. Mais la remarque de Didier Maupas est révélatrice de l'origine du mouvement populiste : la réaction de gens qui se satisfaisaient très bien du système en place avant que celui-ci ne dévoile une nouvelle étape de son développement, à savoir la volonté d'éradiquer les nations, comme le disait dès 1972 Edmond de Rothschild. Il s'agit de personnes qui n'ont toujours pas compris la nature viciée et perverse du système issu de la révolution de 1789 et conforté après 1945 en Europe. Dès lors, ils ne peuvent que présenter des armes fortement émoussées pour combattre la situation présente. En fait, ils ne représentent pas un réel danger pour celui-ci.

Économiquement, ils n'ont pas la perception de la nature du système : ils restent fondamentalement libéraux, même avec des nuances. Et s'ils critiquent la mondialisation économique, ils ne défendent pas une doctrine économique et une doctrine financière capables de conduire la politique économique nationale capable de résoudre les maux qu'ils dénoncent.

## **La souveraineté**

Quant à leur conception de la souveraineté, elle demeure nominale. Mais qu'est ce que la souveraineté ? Elle se définit par rapport à ce qui est souverain, c'est-à-dire à toute autorité d'où procèdent toutes les autres, au dessus de laquelle il n'y a rien de plus élevé.

Au point de vue des États, la souveraineté signifie une

indépendance absolue en droit d'un État à l'égard de tout autre État ou autorité supérieure étrangère ou supranationale. La souveraineté se rapporte donc à la fonction de pouvoir et, précisément de pouvoir d'État dans le cas présent.

Le courant souverainiste, qui se rattache à la nébuleuse populiste, justifie son existence par sa volonté de rétablir la souveraineté des États qui est en train de se diluer dans l'Union européenne, l'U.E.. Leur dénonciation de la perte de l'autonomie, de l'indépendance de décision des États au profit de la Commission européenne constitue leur cheval de bataille. La dénonciation est juste ; cependant cela dénote une conception essentiellement juridique de la souveraineté. Ce que les souverainistes ont en vue est avant tout l'indépendance juridique, politique des États membres actuellement d'une U.E. qui les transforme en simples États fédéraux d'une fédération européenne. (\*)

Or l'indépendance ne se mesure pas au seul point de vue du pouvoir politique. Certes, il s'agit d'un pouvoir essentiel, mais il n'est pas seul. De nos jours, il est concurrencé par d'autres pouvoirs, voire en passe — si ce n'est déjà fait — de leur être inféodé, notamment le pouvoir de la finance, le pouvoir économique de sociétés transnationales, voire le pouvoir moral et financier de ces organisations internationales, sinon internationalistes que les sont les Organisations non gouvernementales, les ONG.

Économiquement, les colossaux montants d'endettements sous toutes leurs formes, étatiques, collectivités locales sont une des formes de destruction de souveraineté. En est une autre l'organisation du travail mondial qui se met en place : elle consiste à ce que plus aucun État ne soit en mesure de maîtriser la totalité de ses chaînes

*(\*)Encore, lorsque l'on parle de souveraineté de la France, faut-il se rappeler que par deux fois, les dirigeants de la République ont voulu des abandons de souveraineté : en juin 1940 avec Raynaud et Churchill, en 1956 avec Mollet et Eden lors de l'affaire de Suez ; cela bien avant que l'on brade notre souveraineté juridique avec l'U.E.. N'y a-t-il pas une sorte de penchant malsain dans le monde politique français ?*

de production, tant pour l'industrie que pour l'agriculture avec les Monsanto qui détiennent le monopole des graines. Que dire des courants d'immigration allogènes qui sont poussés de toutes parts contre le continent européen ? Que dire de la manipulation des esprits fondée sur le réchauffement climatique ? Il y a une logique à l'œuvre dont il faut avoir la conscience la plus claire possible.

Comment un État peut-il être souverain, disposer d'une défense nationale sûre, lorsque la nation dont il est la colonne vertébrale a perdu la maîtrise de son économie ? Lorsque cet État voit sa souveraineté monétaire battue en brèche par la finance internationale et apatride ? Lorsque cet État se retrouve infiltré, perverti par des groupes de pression, des sociétés de pensée qui ont des ramifications avec l'étranger, à moins que celles-ci ne soient que des ramifications d'organisation étrangères ? (\*)

Les souverainistes déplorent certes bien des travers de la présente situation, comprennent qu'il faut maintenir des industries vitales pour la nation à l'intérieur des frontières nationales mais ne présentent aucun projet capable de restaurer à terme cette souveraineté monétaire, économique, intellectuelle. Au fond, ils demeurent attachés aux principes du libéralisme économique. Les principes d'une économie orientée et d'une finance fondée sur une autre base que la monnaie d'endettement leur sont inconnus sinon étrangers. La souveraineté monétaire n'est qu'une condition préalable ; elle n'est rien sans les techniques financières appropriées.

En quelque sorte, ils veulent retrouver une organisation économique du même ordre que celle qui existait dans les années 1960, époque mythique à bien des égards pour beaucoup de gens.

Mais la situation a changé. L'ouvrage est gigantesque : il faudra

*(\*)Précisons, même si cela paraît casuiste, que cette remarque ne vise pas l'Église dans la mesure où, s'occupant de questions spirituelles, étant universelle, elle n'a pour rôle que d'informer les intelligences de principes formateurs qui sont aussi bien intemporels qu'universels. Les relations entre spirituel et temporel sont régies par l'adage christique « rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu ».*

bientôt reformer une main-d'œuvre qui aura été coupée de toute une tradition de savoir-faire de tours de mains, tout ou presque sera à reconstruire. Cela nécessitera bien autre chose que la simple revendication du rétablissement de la souveraineté nationale; cela nécessitera de mettre en place une société de corps intermédiaires économiques.

Pour ce faire, une doctrine et une conception complètes et cohérentes sont nécessaires. Elles existent : ce sont la doctrine et la pensée nationalistes. Il semble utile de rappeler que le nationalisme, doctrine prônant la primauté du spirituel sur le matériel, est un élan vital qui refuse la mort de la nation, envisage et résout chaque problème par rapport à la France ; il est unité de doctrine, de direction et de méthode, ce que n'ont ni les partis populistes et souverainistes.

Il importe toutefois de préciser qu'il ne s'agit pas d'attaquer les personnes. Il existe parmi les membres des partis populistes et souverainistes un spectre d'opinions allant des réformistes aux opposants plus catégoriques. Il est parmi eux des gens qui prennent conscience des travers présentement dénoncés ou qui, en ayant pris conscience ou le sachant clairement dès l'origine, pensent encore jouer un rôle d'essence révolutionnaire semblable à celui décrit précédemment. Il ne s'agit pas de leur jeter d'opprobre. Le moment venu, les positions se clarifieront autour du pôle nationaliste qui constitue la matrice à partir de laquelle une direction nouvelle sera prise effectivement.

**André GANDILLON**